



Compte-rendu

De la Table ronde du **Mardi 12 avril 2016** à l'Hôtel de l'Industrie organisée par le Mouvement Européen - Paris en partenariat avec la société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale et L'Europe en mieux.

BREXIT: Quelle diplomatie, quelle défense européennes après le référendum du 23 juin ?

D



Avec Michel Rocard, ancien Premier Ministre, Lord David Owen, ancien ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni et Jean-Marie Cavada, président du Mouvement Européen – France et eurodéputé.

Une rencontre modérée par Jeremy Cliffe du journal The Economist avec la participation de Kalypso Nicolaidis, professeur de relations internationales et Directeur du Center for International Studies de l'Université d'Oxford.

Pour **David Owen**, la notion de fédéralisme n'existait pas à l'origine de l'Union, mais est apparue lors de la création de la monnaie unique. Cette notion pose à problème au Royaume -Uni qui ne peut se rallier à cette idée, il devrait quitter l'Union dans sa forme actuelle et rechercher une nouvelle forme de coopération dans le cadre de l'élargissement de l'espace économique européen.

L'euro ne respecte pas tous les critères d'une monnaie optimale, la zone euro est inachevée et comprend bien des faiblesses qui ne pourraient être résolues sans un transfert de souveraineté et une discipline budgétaire que les états européens ne sont pas prêts à accepter. La crise de l'euro illustre parfaitement ces faiblesses et d'autres crises sont à prévoir si les réformes nécessaires ne sont pas mises en place rapidement. Or ces réformes impliquent de nouveaux traités devant être approuvés par les 28 états membres... ce qui non seulement est loin d'être acquis, mais en plus, prend du temps. Dans ce contexte, pour les pays hors zone euro et qui veulent le rester, la solution pour garder leur souveraineté est de quitter l'Union.

Le Royaume-Uni est une île qui n'a jamais subi d'invasion depuis presque un millénaire et qui reste farouchement isolationniste. **Michel Rocard** rappelle que l'Europe lui doit l'habeas corpus (liberté individuelle) et le contrôle des dépenses publiques par le Parlement mais aussi quelques solides raisons de frictions : la diplomatie britannique a toujours lutté contre l'émergence d'un état dominant le continent. Michel Rocard a souligné brillamment à quel point le Royaume-Uni s'était toujours tenu à l'écart, sauf quand un pays d'Europe continentale était susceptible de menacer ses intérêts. L'adhésion de la Grande-Bretagne était une erreur car au sein de l'Union, elle a toujours freiné le processus d'intégration en s'opposant à tout transfert de souveraineté. Aujourd'hui comme dans le passé, la vision du Monde du Royaume-Uni n'inclut pas une identité européenne forte.

Jeremy Cliffe, médiateur de la rencontre, a tenu à exprimer l'attachement européen d'un grand nombre d'Anglais. Pour lui, 1/3 de l'électorat n'a pas encore fait son choix et il est important que les partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'Union se fassent aussi entendre. Les échanges économiques de la Grande-Bretagne avec l'Europe sont essentiels et un Brexit peut les remettre en cause. Pour compter la Grande-Bretagne doit rester dans l'Union.

Au nom de tous les Européens de Grande-Bretagne, **Kalypso Nicolaidis** a également lancé un vibrant appel en faveur du Brexin et demande l'aide du Mouvement européen dans son combat. David Cameron, avec le Brexit, ouvre une boîte de Pandore pleine de dangers. D'autres pays où les courants nationalistes sont forts, peuvent être tentés de suivre cet exemple.

Jean-Marie Cavada a rappelé que le nationalisme exacerbé avait provoqué deux guerres mondiales meurtrières et qu'il ne fallait pas oublier les mots de Elie Wiesel : « *Celui qui ne connaît pas l'Histoire est condamné à la revivre.* » La Grande-Bretagne peut avoir sa place en Europe si elle accepte d'être un partenaire de la construction européenne.

Jean-Claude Houdoin, président du Mouvement européen – Paris